

LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS:
RUE DU MARAIS,

pass. de l'Entrepôt, 4.

Paris	24	12	7
Départements . .	36	18	10
Etranger . . .	48	24	13

Les abonnements datent des 1^{er} et 15
de chaque mois.

JOURNAL DU CITOYEN SOBRIER

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.
Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.
Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adres-
ser au siège de l'administration,
passage de l'Entrepôt-du-Ma-
rais, 4.

Comité de rédaction pris parmi
les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : A. DECOU.

MAINTIEN DE LA FAMILLE ET
DE LA PROPRIÉTÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant!

DROIT AU BIEN-ÊTRE.
DROIT AU TRAVAIL.

AVIS.

Tout ce qui ne sera pas affranchi
sera refusé.

Les réclamations des anciens abon-
nés doivent être accompagnées d'une
pièce justifiant la validité de leur abon-
nement.

SOMMAIRE.

Les candidats de la Commune. — Assemblée nationale. — Un
président triennal, contrefaçon américaine; les travailleurs
à la tâche. — Une constitution, si il vous plaît. — Projet de
souscription pour la construction d'une salle destinée aux
assemblées populaires. — Des conseils de prud'hommes :
projet de loi présenté par le citoyen Flocon. — L'Assem-
blée aux ateliers nationaux : le citoyen Emile Thomas est-il,
ou non, parti de bonne volonté? Le citoyen Trélat dit oui,
les travailleurs disent non; pétition à l'Assemblée nationale.
— Le billet des travailleurs au profit. — Le sac de la mai-
son Sobrier. — M. Orfila et le comité des professeurs : qui
doit payer les dettes du doyen? — Colonies agricoles :
Moyen commode de se débarrasser des travailleurs. — Etc.

LISTE DES CANDIDATS

DU JOURNAL LA COMMUNE DE PARIS.

Caussidière (Mare).	Schœlcher (Victor).
Sobrier.	Dupoty.
A. Esquiros.	Flotte , ouvrier.
Pierre Leroux.	Savary , id. cordonnier.
Kersausie.	Galland , id. tisserand.
Lagrange.	

Cette liste est assurée du concours d'un grand
nombre de démocrates; elle est déjà votée par
plusieurs clubs.

Présidence.

Si l'on en peut croire ce qui transpirait au-
jourd'hui dans la salle des Conférences, la com-
mission de la constitution se serait prononcée
nettement sur la question fondamentale d'un
président unique. Ce président serait nommé
pour trois ans, par le suffrage universel direct
et par communes.

Après l'imitation de l'Angleterre, nous voilà
condamnés à l'imitation des Etats-Unis? Y a-t-
il progrès? Quand donc serons nous originaux?

L'Assemblée nationale s'est occupée hier des
travailleurs. Le citoyen Falloux a fait son rap-
port sur les ateliers nationaux, qu'il faut con-
tinuer, a-t-il dit, en remplaçant le travail à la
journalière par le travail à la tâche. Le comité pro-
pose un décret à cet endroit.

Le citoyen Bastide a annoncé la reconnais-
sance de la République française par le gouver-
nement belge et par l'Espagne.

Il résulte des explications données par le ci-
toyen Trélat que Emile Thomas aurait dû donner
sa démission et serait envoyé à Bordeaux pour
faire des essais d'embrigadement dans la Gironde
et dans les Landes. Des abus graves, a dit le
ministre, avaient lieu aux ateliers nationaux.

Une constitution, si il vous plaît.

Le besoin du travail se faisant généralement
sentir, nos représentants n'ont rien trouvé de
plus pressant que de nous fabriquer une con-
stitution. Le peuple demande une réforme so-
ciale, c'est une réforme politique qu'on lui pro-
met; le peuple a faim, on va lui servir.... une
nouvelle édition de la charte. Après ça, s'il
n'est pas content, c'est qu'il est difficile, ce bon
peuple.

Toutefois, et sans préjuger en rien du mérite

de l'œuvre mystérieuse que ces messieurs éla-
borent, il est nécessaire que le peuple sache à
quelles mains intelligentes, à quels ouvriers dé-
voués — tout le monde est ouvrier depuis le 24
février — ses mandataires ont confié ses desti-
nées politiques. Il ne faut pas que la reconnais-
sance de la France risque de s'égarer; il faut
dire les noms bien haut. Mais, hélas! grand est
notre embarras : par quel nom commencerons-
nous? lequel choisirons-nous dans cette pléiade
de grands républicains, qui s'appellent Vivien,
Dufaure, Beaumont, Dupin, Billault, etc.? Nous
ne savons. Ils ont, les uns et les autres, donné
tant de preuves de dévouement au peuple; ils
ont, depuis dix-sept ans, fait tant de sacrifices,
ils ont tant souffert pour la liberté, ils ont fait
de si beaux plaidoyers en faveur des déshérités,
que nous ne saurions en signaler un sans faire
injure aux autres.

Un seul, peut-être, efface par son patriotisme
l'éclat de ces beaux génies. Son nom, vous l'a-
vez dit : c'est le citoyen Barrot. Ah! parlez-
nous de celui-là, au moins! voilà un grand ré-
publicain, passé maître en démocratie! Ne nous
parlez pas de ceux qui ont souffert pour la foi
républicaine, de ceux qui ont passé leurs jours
solitaires sous les froides murailles d'une prison,
de ceux qui ont combattu de la plume et de l'é-
pée pour amener le triomphe de la liberté! Fi
donc! que sont ces titres à côté de ceux de nos
ex-dynastiques. Ils ont retourné leur habit pour
s'en faire une carmagnole. Je le sais bien; mais
le vêtement doit-il nous faire oublier l'homme?
les grandes actions doivent-elles pour cela rester
dans l'ombre?

Rappelez-vous le banquet de Lille; rappelez-
vous le citoyen Barrot, refusant de s'associer à
un festin qu'on voulait *proh pudor!* priver d'un
toast à Louis-Philippe. Ah! vous niez ce titre-là?
Eh bien! niez-vous que la famille de ce grand
citoyen ait largement contribué à la circulation,
en puisant à pleines mains dans les profondeurs
du budget? Non, sans doute. Aussi, nous le di-
sons en toute assurance, avec de tels fonda-
teurs, la République ne peut pas périr. Que le
peuple soit bien sage, bien rangé, bien patient,
bien économe surtout, et il est sûr de ne pas
manquer de constitution.

Ah! la bonne constitution qu'aura donc le
peuple!..

STORM.

PROJET DE SOUSCRIPTION POUR LA CONSTRUCTION
D'UNE SALLE DESTINÉE AUX ASSEMBLÉES POPU-
LAIRES.

Frappé douloureusement de voir, depuis la créa-
tion des sociétés populaires, l'esprit de division et
d'isolement se perpétuer et grandir, le Comité cen-
tral des clubs veut, par un dernier effort, essayer
de rattacher à une pensée commune les éléments
dispersés et discordants du parti démocratique, qui
ne peut ni ne doit périr.

Malgré les nuances qui divisent les démocrates,
ils sont d'accord sur un point fondamental, c'est que
les guerres implacables qui, depuis tant de siècles,

ont rénué la société jusqu'en ses profondeurs, ont
pour cause l'éternelle plaie du prolétariat.

Le sabre est impropre à trancher d'une manière
péremptoire cette grande difficulté, car la violence
comprime sans convaincre; aussi le Comité central
des clubs croit-il fermement à la puissance de la dis-
cussion pour amener la solution du problème social,
qui prend sa source dans les besoins impérieux de
la société, lasse de se tordre dans les angoisses de
la faim et de la misère.

Mais où discuter les grandes questions qui nous
occupent? où réunir à la fois le peuple des travail-
leurs de la main et de la pensée? Aucun lieu de
réunion ne remplit les conditions désirables.

En considération de l'utilité, dans l'intérêt du
triomphe de l'idée démocratique de réunir en une
seule enceinte une vaste assemblée populaire, le
Comité central des clubs vient faire un appel au
dévouement des vrais démocrates de Paris et des
départements, et provoquer une souscription dont le
but serait appliqué à la construction d'un cirque
couvert capable de contenir au moins vingt mille
personnes; il serait destiné aux séances des grandes
assemblées populaires et servirait à toutes les réu-
nions ayant pour objet de discuter les questions
d'intérêt général.

Ce cirque, à la construction duquel on invitera
tous les ouvriers démocrates à concourir sans ré-
munération, serait la propriété de tous et tous en
auraient la jouissance.

Les souscriptions auront lieu par voie d'inscrip-
tion et seront faites dans les ateliers, les clubs et les
réunions publiques.

Il sera choisi parmi les souscripteurs une commis-
sion chargée de passer un marché avec un archi-
tecte, qui devra se mettre à l'œuvre sur le champ.

La plus grande simplicité présidera à la construc-
tion de ce monument; on en bannira tout ce qui
tendrait à en élever le prix sans utilité, toutes les
considérations ornementales devant être sacrifiées
au but qu'on se propose.

Cette grande et noble pensée, fondée sur le désir
sincère de contribuer, par le droit légal d'associa-
tion et de discussion, à la solution du problème so-
cial, mérite la sympathie des démocrates. Elle a le
mérite de la priorité, car nulle part le peuple n'a
de lieu de réunion, et ce projet répond aux nécessi-
tés nouvelles créées par le suffrage universel et
l'exercice de la souveraineté du peuple.

Des Conseils de Prud'hommes

Nous disions, il y a un mois environ, au sujet
des conseils de prud'hommes, dont nous appelions
la reconstitution, « comme conseils ayant mis-
sion spéciale de veiller sur les intérêts du mé-
tier, de la famille industrielle :

« Peureuse de l'élément démocratique, la
monarchie qui vient de tomber n'avait pas
cru pouvoir laisser s'introduire dans les con-
seils de prud'hommes une forte et convenable
représentation de l'intérêt ouvrier. Avec le ré-
gime étroit dans lequel il enserrait la vie poli-
tique, cela, à vrai dire, était impossible. Sous
un régime démocratique, cet intérêt doit avoir
son corps, sa voix, sa juste influence, des or-
ganes discutant et agissant pour lui et par lui.
L'ouvrier alors aura confiance; il sera calme
et heureux parce qu'il se sentira libre et fort. »

Le vœu que nous émettions ainsi est, nous
nous félicitons de pouvoir le dire, pleinement
réalisé par le projet de loi que discute en ce
moment l'Assemblée nationale.

Empreinte d'un caractère vraiment démocratique, la nouvelle constitution des prud'hommes, due au citoyen F. Flocon, ministre de l'agriculture et du commerce, prouve une fois de plus tout ce qu'on peut attendre d'organisateur de ce ferme esprit gouvernemental. Désormais, l'institution des prud'hommes ne sera plus une impuissante fiction : l'intérêt des maîtres et celui des ouvriers y sont pondérés avec équité et sagesse ; les conseils de prud'hommes seront réellement les tribunaux de l'industrie ; et si, grâce à l'économie du projet de loi, l'ouvrier y entre en possession de droits dont il devrait avoir été investi depuis longtemps, ceux des patrons, loin d'y être sacrifiés, deviennent plus certains, plus efficaces, puisqu'ils sont garantis et consolidés par le libre consentement de tous. Le dogme républicain, enfin, se trouve consacré dans sa triple expression : la *liberté*, par l'appel de tous à l'élection, les ouvriers élisant les prud'hommes maîtres, les maîtres élisant les prud'hommes ouvriers ; l'*égalité*, par une représentation numériquement égale, dans les conseils, entre les ouvriers et les maîtres, avec voix prépondérante au président, l'élection du président se portant alternativement, tous les trois mois, sur un maître et sur un ouvrier ; la *fraternité*, enfin, par l'établissement des conseils de famille, autorité conciliatrice et juridiction supérieure, ayant mission de relier ensemble les divers comités spéciaux du même groupe d'industries, tels que ceux de la *famille* du bâtiment, des métaux, des tissus, etc. Voici donc enfin qu'elle commence à entrer dans nos institutions, dans nos mœurs, cette féconde et généreuse inspiration socialiste de l'association politique des travailleurs, dont des hommes de cœur et de dévouement produisaient la première idée il y a seize à dix-sept ans ! Voici les intérêts de la classe ouvrière, du travail tout entier, pourvus d'organes prévoyants, intelligents, sympathiques surtout, chargés de s'enquérir avec sollicitude des besoins des travailleurs et des moyens de leur venir en aide.

Nous avons déploré l'espèce de fatalisme auquel la loi de l'offre et de la demande livre ces précieux intérêts, nous appelions de tous nos vœux un remède aux abus de la concurrence anarchique et frauduleuse, comme aux désastres qu'enfante le chômage. La loi proposée par M. Flocon apportera, sous ce rapport, une amélioration notable et positive dans le sort des classes industrielles, dans les rapports du maître et de l'ouvrier, du producteur et du consommateur. Qu'on en juge par les dispositions suivantes, qui résument dans leur esprit l'institution des conseils de famille :

Chacun de ces conseils tiendra deux registres indiquant, l'un les demandes de travail faites par les ouvriers sans emploi, l'autre les demandes des patrons qui manquent d'ouvriers.

Les conseils correspondront entre eux dans toute la France pour faciliter le placement des ouvriers sans ouvrage, pour se renseigner sur la situation industrielle des familles de métiers, pour étudier enfin les questions afférentes à la condition morale et physique des ouvriers. — Ils veilleront à l'exécution des lois sur le travail des enfants, à la salubrité des ateliers, et recevront le dépôt des marques de fabrique, dessins et modèles dont les déposants voudront s'assurer la propriété, etc., etc.

N'avions-nous pas raison de dire que de telles vues sont éminemment protectrices des intérêts du travail et des travailleurs ? A l'heure où nous traçons ces lignes, la loi des prud'hommes est bien près d'être sanctionnée par le vote de l'Assemblée nationale. Ce sera certainement une des meilleures mesures qu'elle aura adoptées : la loi des prud'hommes fera faire à notre République un pas décisif vers ce terrain nouveau qu'il faudra bien aborder, quels que soient l'incapacité routinière ou le mauvais vouloir de certains retardataires ; c'est, en un mot, la première étape vers ce qu'on a à très juste titre appelé l'*organisation du travail*.

(République.)

Nous recevons la communication suivante :

L'ASSEMBLÉE AUX ATELIERS NATIONAUX,

Présidée par le citoyen Trélat, ministre des travaux publics.

Séance du 27 mai 1848.

Dès l'ouverture du local, une foule compacte d'employés, délégués des ouvriers, brigadiers, envahit l'entrée.

La parole est au citoyen ministre Trélat ; en quelques mots il développe le système d'encadrement des ateliers, au préjudice de l'Etat, et conclut par nom-

mer pour directeur le citoyen Lalande, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées.

Après quelques mots échangés et contestés, la discussion commence ; le citoyen Pierre Thomas prend la parole pour la défense de son frère :

Citoyen Pierre Thomas. Citoyen ministre, et vous citoyens frères, un acte illégal et attentatoire à la liberté individuelle, vient d'être commis à l'égard de mon frère citoyen Emile Thomas. Sous un faux prétexte, il a été mandé hier au soir au Ministère des Travaux-Publics, où communication lui a été faite de pièces relatives à sa direction, et notamment d'une note devant servir à forcer les ouvriers, soit à s'engager dans l'armée, soit à devoir quitter Paris pour aller dans leurs provinces respectives, s'embarquer dans les ateliers nationaux créés *ad hoc*. Il était de son devoir de protester contre pareille mesure, il n'y a pas manqué ; mais les conséquences qui en sont découlées entraînent avec elles une atteinte grave aux intérêts de tous nos ouvriers ; car, sans motifs préalables, entraîné de force dans une chaise de poste, escorté d'agents, il est parti sans qu'il sût où il allait. Mais le pire de tous ses chagrins était pour lui de laisser sa mère et toute sa famille dans l'oubli de son sort.

Une lettre jetée au vent par lui et écrite au crayon nous est parvenue ce matin.

« Je suis en route, je crois, pour Bordeaux, dans une calèche de voyage, escorté de deux agents. Je ne sais où je vais ; ils ne parlent pas. »

Je suis cependant résigné à mon sort, que je n'ai pas mérité ; quoique j'aie été enlevé de force.

Je vous embrasse,

E. TH.

Je demande donc au citoyen ministre qu'on revienne sur cet acte digne des temps barbares.

Citoyen Trélat, ministre. Citoyens, je ne sais si je dois et si je peux parler devant une pareille assemblée.

Une voix. Nous ne sommes ni émeutiers, ni assassins.

Plusieurs voix. Continuez.

Citoyen Trélat, ministre (répétant sa phrase). Le citoyen Emile Thomas a été nommé à un poste beaucoup plus important.

Une voix. Il en aurait fait part à ses amis.

Citoyen Trélat, ministre. Il a même donné sa démission de directeur des ateliers.

Citoyen Pierre Thomas (emporté par un élan fraternel). Ce n'est pas vrai, on nous trompe. Diverses interpellations sont adressées avec chaleur au citoyen ministre, quelques conversations se forment entre divers membres du club. On parle vaguement de mettre le ministre en charte privée ; mais elles n'ont point de portée ; car cette masse est calme et noble.

Citoyen Trélat, ministre. Il m'est difficile, quant à présent, de vous satisfaire, citoyens. (Bruits divers, nous voulons Emile Thomas). Cette affaire étant une détermination collective, je ne puis m'exprimer en d'autres termes. (Au départ du citoyen Emile Thomas, nous avons échangé une poignée de main).

Le citoyen ministre, pendant trente minutes, a débatté contre le système d'organisation ; malgré un silence religieux, il n'a pu résoudre cette puissante question ; les mots et les idées lui manquaient.

Le citoyen Gibon, ouvrier cordonnier à Paris, a la parole (s'exprimant avec netteté et précision).

Citoyens, et citoyen ministre. La République, dites-vous, a besoin d'économiser ses deniers (bien que nous les ayons gagnés par nos barricades) ; elle a besoin d'économiser, dites-vous, et pour cela vous créez à des emplois nouveaux, aux ateliers nationaux, 1200 individus, sous la dénomination d'*agents de paye*, et qui sont rétribués à 2 fr. par jour. Mieux eût valu faire une répartition des 2400 fr. de coût par jour ; alors il y eût eu économie.

Quant au fait de l'arrestation du citoyen Emile Thomas (permettez-moi de développer ma pensée), je la trouve attentatoire à tous droits de citoyen ; car, sous divers prétextes, et par la calomnie, nous pouvons être arrêtés. Pour ne pas abuser de vos moments, je conclus donc à la réintégration immédiate du citoyen Emile Thomas.

Un ouvrier. Citoyens, on nous trompe, comme toujours on nous a trompés ; nous voulons le citoyen Emile Thomas ; il a nos sympathies.

Le citoyen Jaime a la parole.

Citoyen ministre et président, je viens défendre notre ami, notre collègue ; mais si je suis en des-

sous de ma mission, prenez-vous-en seulement à la peine que j'éprouve de cette arrestation brutale. Cependant il me reste un devoir à remplir. Je dois vous lire les lettres émanées du ministère dans la matinée qui a précédé l'arrestation.

Le citoyen ministre Trélat, écrivait au citoyen Emile Thomas : « Toutes vos diverses notes concernant la direction des ateliers nationaux ont été appurées, et rien ne porte atteinte ni à vos considérations, ni n'entache votre honneur », nous le reconnaissons.

Ministère des travaux publics.

Citoyens, je propose donc qu'une pétition soit rédigée dans cette enceinte, et portée à nos représentants. (Adopté.)

Cette pétition a été couverte d'environ 1500 signatures ; elle sera remise prochainement.

Le citoyen Emile Thomas.

Les bruits les plus contradictoires continuent à circuler sur la disparition subite ou l'arrestation du citoyen Emile Thomas, commissaire de la République et directeur des ateliers nationaux. Nous n'avons pas, pour notre part, la prétention de pénétrer les mystères qui voilent cette affaire, mais nous croyons qu'il est absolument impossible au gouvernement de ne pas expliquer les motifs de sa conduite en cette circonstance, et de fournir à l'opinion publique, si vivement émue de toutes les rumeurs qui circulent, les moyens de se calmer en s'éclairant.

En même temps qu'on apprenait le départ du citoyen Emile Thomas, chargé d'une mission quelque peu problématique, le ministre des travaux publics faisait afficher dans Paris la proclamation que nous avons donnée hier à nos lecteurs.

Il en résulte que les enrégimentements pour les ateliers nationaux ont été faits avec une grande légèreté, et qu'on signale de graves irrégularités dans la manière dont leur comptabilité a été tenue jusqu'à ce jour.

Est-ce là le motif qui a décidé le gouvernement à éloigner le citoyen Emile Thomas et à l'enlever à la direction de ces ateliers dont il a été l'organisateur et le chef ? ou bien le citoyen Thomas a-t-il voulu résister aux réformes proposées ? La mission dont on le dit chargé n'a-t-elle été inventée que pour l'éloigner, pour le séparer sans éclat de masses sur lesquelles il avait acquis une influence dangereuse ? ne lui a-t-elle été imposée que parce qu'il avait refusé de signer une nouvelle organisation des ateliers nationaux ?

Après l'émotion que toute cette affaire, par son obscurité même, a causée, nous espérons que l'organe officiel du gouvernement nous apprendrait ce matin quelque chose de positif, mais il n'en a rien été.

Le citoyen E. Thomas, chargé d'une mission pour Bordeaux, a été remplacé en qualité de directeur par le citoyen Léon Lalanne, et le gouvernement s'occupe de supprimer les divers ateliers nationaux, qui, dit-il, ne peuvent pas subsister.

Tout cela peut être très vrai, mais des pièces qui ont aujourd'hui paru dans les journaux ne sont pas complètement d'accord avec le langage officiel du gouvernement. Ainsi, par exemple, il n'y a probablement pas à douter que la mission donnée au citoyen Thomas ne lui ait en réalité été imposée par la force morale, peut-être même par la force physique.

Toute cette affaire reste encore ensevelie dans l'obscurité la plus profonde. Ce qui n'est malheureusement pas douteux, c'est l'émotion qu'elle a produite dans les ateliers nationaux, ce sont les manifestations presque violentes qui ont accueilli le ministre quand il s'est présenté au milieu des délégués, c'est l'inquiétude qui s'est répandue dans tout Paris lorsqu'on a appris qu'une armée de plus de cent mille ouvriers désœuvrés menaçait de se mettre en insurrection ouverte comme l'a fait pressentir le placard affiché sur tous les murs de Paris pour inviter les ouvriers des ateliers nationaux à signer une pétition à l'Assemblée nationale.

Le billet des travailleurs au protégé.

Les ouvriers, les dignes combattants des barricades, purs d'excès et de violence, que dix-sept années de corruption et de misère semblaient devoir accumuler sur la tête de leurs ennemis, ces nobles travailleurs se retirèrent après leur victoire, laissant aux hommes qui s'étaient emparés du pouvoir après le combat, le soin

d'organiser la république et le travail dans l'Etat. Aussi généreux que pauvres, ils dirent à ces hommes : nous avons trois mois de souffrance au service de la République. Ces paroles, que l'histoire républicaine conservera comme un modèle de ce qu'il y a de grand et de sublime dans le peuple écrasé de misère devaient faire espérer que la réponse et la solution ne se feraient pas attendre. Loin de là, voilà le terme expiré et le billet du peuple est au protêt ! L'assemblée des commis du peuple, par échappatoire, nomme maintenant des commissions ; on va faire des enquêtes pour savoir si le peuple souffre, s'il a faim. Ceci nous fait l'effet de ces mauvais débiteurs qui, ne pouvant payer leurs billets, inventent quelque mauvaise chicane et prétendent que leur dette est sans cause.

Décidément, nous n'aurions jamais pu croire que trois mois après une révolution qui a fait proclamer une république, il pût se trouver des hommes assez audacieux pour renouveler les escamotages de l'Hôtel-de-Ville de 1830.

Cet Hôtel-de-Ville n'est-il donc plus qu'un gobelet sous lequel les habiles font disparaître les libertés du peuple ?

Le sac de la maison Sobrier.

Nous recevons tous les jours, soit de Paris, soit des départements, de nombreuses lettres. L'on proteste énergiquement contre les indignités et les violences dont nous avons été victimes de la part des petits bourgeois réactionnaires qui n'avaient pas mieux demandés que de donner à Paris une seconde édition des massacres Rouen. Ne pouvant répondre à tous les Républicains qui nous écrivent, nous les remercions de leur concours et de leur sympathie. Les bons citoyens commencent à comprendre que c'est sur leur énergie et sur leur conviction seules, qu'ils doivent compter, et non sur des hommes qui n'avaient pris le masque du patriotisme que pour arriver au pouvoir. La couleur des drapeaux est aujourd'hui bien tranchée, c'est du moins l'avantage que la démocratie aura retiré dans cette lutte avec la réaction : les masques sont, nous sommes forts aujourd'hui. Comme toujours, nous pour nous les principes et la vérité, qui ne peuvent périr, et contre nous la rage de l'égoïsme, et l'écume de la réaction. L'issue n'est pas douteuse.

M. Orfila et le comité des professeurs.

La destitution de M. Orfila est un des bienfaits de la Révolution du 24 février. — Le mauvais administrateur a été frappé, malgré les talents toxicologiques et contre le gré des élèves. — M. Bouillaud, patriote probe et sincère, a été appelé à lui succéder. Fort de son zèle et de sa probité, le nouveau doyen saura, nous l'espérons, déployer l'économie nécessaire pour ne pas dépasser le budget de 45,000 francs qui lui est alloué.

L'avenir semble donc assuré. Mais les 60,000 francs de dettes que M. Orfila a léguées à son successeur, comment les liquider ?

Ici, le Gouvernement a mal compris la solution.

Un comité de cinq professeurs, sous la présidence de M. Bouillaud, a été chargé de la liquidation.

— M. Orfila payera-t-il les 60,000 francs ?

— L'Etat votera-t-il un crédit supplémentaire ?

Tel est le cercle vicieux autour duquel tourne le docte comité.

Nous n'acceptons aucune de ces solutions.

Voici la nôtre :

Le doyen ne peut et ne doit faire aucune dépense sans le conseil des professeurs, qui se réunit tous les quinze jours. Les professeurs, par leur molle insouciance ou leur complaisance à l'endroit de l'ex-doyen, sont causes de la mauvaise gestion. — Eux seuls donc doivent être accusés et responsables. Nous proposons donc que chaque professeur entre pour sa part dans le déficit. — Le coup ne sera pas mortel. — L'Etat y gagnera 60,000 francs. — M. Orfila en sera quitte pour sa destitution et son apport comme professeur.

Colonies agricoles.

Le citoyen Montreuil a demandé la création d'ateliers agricoles pour le défrichement des landes. Le ministre de l'agriculture a déclaré, à ce sujet, qu'il faisait préparer, dans ses bureaux, un projet de loi analogue.

Les propositions ont été renvoyées aux comités compétents.

Le citoyen Montreuil veut envoyer nos tra-

vailleurs en Algérie. Il y a en France huit millions d'hectares de terres incultes. Nous adjurons tous les travailleurs, nos compatriotes, de se joindre à nous pour demander qu'on s'occupe immédiatement des moyens de les mettre en rapport. Songeons à la patrie d'abord, les colonies viendront ensuite.

C'est un moyen trop commode de se débarrasser du surplus de la population urbaine que de les exiler à 400 lieues.

Colonisons la France. Il y a des déserts dans la Sologne, dans l'Indre, dans le Berry, en Bretagne, en Vendée, à Rochefort, dans la Gironde, dans les Landes, dans les Basses-Pyrénées, dans la Camargue, etc., etc. Ils méritent de fixer notre attention avant la Métidja.

« Les colonies, a dit Montesquieu, affaiblissent le pays qui les envoie sans enrichir toujours celui qui les reçoit. »

Ne jetez pas notre sève en dehors.

N'échappez pas à la question sociale par une fin de non-recevoir, par un misérable subterfuge.

Constituez la France selon les lois de son organisme.

Abattez la féodalité sous quelque forme qu'elle se présente.

Vous, travailleurs, défiez-vous de ces prétendus philanthropes qui ne recherchent que la satisfaction de leur égoïsme et la conservation d'un statu quo monstrueux.

En principe, vous êtes Français, vous êtes hommes, soyez-le de fait.

La manifestation des ateliers nationaux qui devait avoir lieu hier n'a pas été réalisée. Il faut attribuer sans doute la non exécution du projet officiellement annoncé aux forces considérables qui avaient été mises sur pied dès le matin. Toute la journée, les boulevards, les quais étaient couverts de groupes nombreux, de clubs en plein vent qui commentaient les événements politiques, et s'augmentaient de la foule des curieux.

Hier et aujourd'hui la garde nationale est restée sous les armes.

Sept heures du soir. — Au moment où nous mettons sous presse, le rappel bat de nouveau dans les rues.

Qu'est donc devenue la Commission chargée d'examiner à quel titre les chevaliers de la Légion d'Honneur de Louis-Philippe avaient reçu leurs croix ?

Une pétition des ateliers nationaux à l'Assemblée nationale redemande Emile Thomas et invoque le droit sacré d'élection que nous avons conquis sur les barricades de Février.

La terreur règne à Naples, la Charte est retirée, les prisons regorgent, les habitants fuient cette capitale, les lazzaroni triomphent.

Les députés sont partis, ils se réuniront dans une ville de province.

Le nombre des morts s'élève à plus de mille. Les arrestations continuent.

— On lit dans la *Réforme* :

« Par suite des événements du 15, depuis le 13 mai, le *Club de la Révolution*, dont Barbès était président, n'avait pas tenu de séance. »

« La réouverture a eu lieu hier au soir à huit heures dans la salle de la Redoute, rue de Grenelle-Saint-Honoré, en présence de trois à quatre cents membres et de quelques visiteurs placés dans les galeries. »

« La séance a eu pour objet :

1° La réorganisation du bureau ;

2° La conduite à tenir dans les prochaines élections. »

« La présidence du club a été conservée, par acclamation, au citoyen Armand Barbès, et la vice-présidence d'honneur au citoyen Raison, tous deux prisonniers à Vincennes. Le citoyen Lamieusens a été élu vice-président à l'unanimité. »

« Enfin, quant à la conduite à tenir dans les prochaines élections, il a été décidé qu'un fusionnement général de toutes les nuances républicaines serait opéré, afin de couper court à la division et à l'éparpillement des votes, et qu'on allait immédiatement s'entendre pour élucider de toutes les listes de candidats démocratiques onze candidats sérieux. »

« La séance a été, du reste, parfaite de calme et de bon ordre. »

Serait-il vrai que l'agent diplomatique qui a transmis au ministère des affaires étrangères les pièces relatives à la Pologne est M. de Circourt, l'ancien secrétaire de Polignac, mari d'une Russe ? Si le gouvernement s'est servi de ce diplomate de l'ancienne dynastie, il a agi avec beaucoup d'imprudence. Il est des conversions politiques auxquelles nous ne pourrions croire de longtemps.

Les arrestations relatives à l'attentat du 15 mai ne discontinuent pas. La police est toute en mouvement à Paris et dans ses environs. Des escouades d'agents de la police de sûreté sont placés à l'affût des ultra-montagnards, qui sont signalés comme dangereux au nouveau préfet de police.

Le commissaire de police dont la vigilance et l'activité sont surtout remarquées, est, sans contredit, M. Bertoglio, commissaire du quartier du Palais-National. C'est lui qui, après plusieurs nuits passées sans sommeil, a découvert, après mille recherches infructueuses, l'asile de Blanqui. Il est parvenu aussi à mettre la main sur Lacambre, l'un des deux qui dinaient avec Blanqui au moment de l'arrestation de ce dernier.

Lacambre, docteur en médecine, âgé de 33 ans, est né à Gorse (Lot) ; il était vice-président du club Blanqui.

Un mandat d'amener avait été décerné contre ce citoyen depuis le 18 mai. C'est hier soir, vers onze heures, rue des Récolets, 7, où il avait établi depuis trois jours un club, que M. Lacambre avait été arrêté par M. Bertoglio, assisté des gardiens de Paris, du Palais-National, déguisés.

Une partie des 1^{er} et 5^e bataillons de la 5^e légion de la garde nationale avait cerné la maison sur la réquisition du commissaire de police.

Lacambre a été mis dans un fiacre et conduit sous bonne escorte à la Conciergerie. En passant à la porte Saint-Martin, le cortège a été reconnu ; en le voyant passer, des groupes considérables d'ouvriers criaient : « Adieu, Lacambre ! au revoir ! à bientôt ! »

C'est Flotte (le cuisinier) qui était le second convive de Blanqui dans la rue Montholon. Il est caché ; on est, dit-on, sur ses traces.

Entre l'Assemblée nationale et l'ex-chambre des députés, quelle différence trouvez-vous ? Aucune.

Veut-elle le honneur du peuple ? Nous n'en savons rien.

Veut-elle son instruction ? Non.

Nous n'assistons plus à ses séances. Nous aimons mieux aller où est l'esprit des révolutions. Hélas ! bientôt nous ne le trouverons plus nulle part.

J'oubliais Vincennes et un vague murmure qui renait et circule dans l'air.

Mais trêve aux réflexions.

Le citoyen Mathieu (de la Drôme) a demandé hier la création d'un journal hebdomadaire publiant les travaux de l'Assemblée à l'issue de chaque semaine. L'abonnement à ce journal, a-t-il dit, serait obligatoire pour toutes les communes, et il serait lu chaque dimanche sur la place publique.

A ces mots, l'Assemblée s'est mise à rire.

Bien, commis du peuple ; mais permettez-nous de vous dire que vous êtes de très mauvais comédiens. Les comédiens ne doivent rire que derrière la coulisse. Merci de votre imprudence cependant ; nous saurons à quoi nous en tenir sur votre compte. Désormais vous êtes jugés.

Vous ne voulez pas éclairer le peuple, vous ne voulez pas l'émanciper ?

Qu'on se le dise !

Clubs de Paris.

Club pacifique des Droits de l'Homme.

Président, le citoyen Pelin.

Séance du 24 mai 1848.

Le citoyen Bressy donne lecture d'une lettre adressée au *Club pacifique des droits de l'Homme* par le citoyen Dumareille ; cette pièce est pour venir à l'appui d'une pétition déposée par ledit citoyen sur le bureau du club, pour être soumise à son approbation. Cette pétition demande à ce que l'Assemblée nationale vote immédiatement la suppression des droits d'octroi. Dans la lettre dont il est fait lecture

par le citoyen Bressy, les moyens sont donnés pour combler le déficit que la suppression des droits ne manquerait pas de faire dans le budget de recettes de la ville de Paris.

Après lecture, le citoyen Bressy, tout en assurant le citoyen rédacteur de la pétition des vives sympathies du club, croit devoir passer à l'ordre du jour, en invitant toutefois le citoyen Dumareille à rédiger de nouveau sa pétition et à y insérer les idées exposées dans la lettre dont il vient d'être donné lecture.

L'ordre du jour appelle la discussion sur la formation de la banque d'échange et sur les élections des représentants du département de la Seine.

Le citoyen Bressy croit à l'avenir de la banque d'échange, parce que, dans son système, elle assure l'avenir de tout producteur. A son avis, si le citoyen Louis Blanc n'a pu encore parvenir à une organisation du travail, c'est qu'il s'est peut-être trop préoccupé du travail manufacturier et qu'il a négligé la question agricole si intéressante surtout au point de vue de la richesse nationale.

Le citoyen Benoît voit dans la création de la banque d'échange, l'extinction des paniques et crises commerciales; il fait un parallèle de comparaison entre la banque d'échange, telle qu'elle est projetée et la banque de France; il établit clairement que cette dernière qui ne repose en partie que sur le crédit compliqué, par son inaction, au moment des grandes crises, la situation fâcheuse du commerce, c'est-à-dire qu'elle restreint son opération juste au moment où il serait le plus nécessaire de les étendre dans l'intérêt surtout du petit producteur. Développant pratiquement son idée, il démontre quel serait l'avantage du travailleur membre de cette banque d'échange; le petit entrepreneur, dit-il, n'aura pas besoin pour mener à bonne fin ses travaux de se préoccuper de l'argent, la banque, sur le vu de la commande qui lui aura été faite, lui fournira les moyens de travail et cela pour un faible intérêt qui ne saurait nuire au bénéfice légitime du travailleur. Enfin l'argent ne sera plus un tiers indispensable entre le producteur et le consommateur, il ne sera pour ainsi dire reçu que comme auxiliaire pour former les petits appoints dans les transactions.

Le citoyen Pelin traite la question au point de vue politique. Plus de discordes civiles, s'écrie-t-il, puisque l'ouvrier ne sera plus à la merci du capitaliste; nous ne prétendons pas détruire le capital par la violence, mais, sans secousse aucune, nous voulons l'anéantir pour qu'il ne soit plus le motif des haines entre les citoyens par sa grande influence; que lui aussi, comme tous les produits, tombe dans le domaine de l'égalité.

Le président invite tous les républicains démocrates à venir en aide au journal *la Commune de Paris*. Dans la tourmente, son matériel a été détruit, ses ressources anéanties; il est donc du devoir de tout citoyen ami de la liberté de la presse d'aider au rétablissement de cette feuille.

Le citoyen Bressy annonce que le citoyen Adam, candidat représentant, n'étant pas venu à la séance, ainsi qu'il l'avait promis, renvoie à la prochaine séance à parler de cette candidature.

Le citoyen Fossoyeur, dans une chaleureuse improvisation, fait appel à tous les amis sincères de la république démocratique en faveur du citoyen Caussidière. — Renvoyons à son poste, s'écrie l'orateur, renvoyons à l'Assemblée nationale celui qui y tenait si dignement sa place; prouvons-lui que nous avons compris toute la grandeur de sa pensée, lorsque, par son action, il a voulu démontrer que la fierté républicaine s'alliait mal avec le plus léger soupçon d'ineivisme. (De vifs applaudissements couvrent la voix de l'orateur.)

La séance est levée à dix heures et demie.

Le procès-verbal est adopté.

Signé, G. PELIN, président.

Pour copie conforme,

BETBEDER, secrétaire.

Correspondance.

Thiviers, le 27 mai 1848.

Je vous serai obligé, citoyen, de dire au chimiste Raspail, que si par hasard il allait faire quelque promenade médicale dans le quartier de l'Ecole-de-Médecine, il se tienne sur ses gardes, parce que, le 15 mai dernier, il y avait un jeune homme de notre ville, le nommé Edmond Lépine, étudiant en médecine, qui avait l'ordre de tirer sur lui. Sans

doute qu'il avait reçu cette mission d'un de ses professeurs modérés, Je vous autorise à le livrer à la publicité si vous le jugez convenable.

Salut fraternel,

MASSIEU.

Départements.

Une pétition, adressée au citoyen TRELAT, ministre des travaux publics, et apostillée par le commissaire du gouvernement et par le maire, a été signée, dimanche, au club de Moulins.

Cette pétition appelle la sollicitude du gouvernement sur les abus qui demandent une prompte répression, tels que :

La violation du décret qui fixe la durée du travail par jour à 11 heures; le maintien des tâches; l'abus fâcheux des grandes adjudications; l'absence d'un contrôle exercé par l'administration supérieure sur la paye des ouvriers.

(*Républicain de l'Allier.*)

— Pareille pétition se signe à Clermont. Le redressement des abus qu'elle dénonce est trop juste pour qu'elle n'obtienne pas auprès du ministre le résultat qu'on est en droit d'attendre.

Cet ennemi commun, cette plaie de notre ordre social, hostile à tout progrès, détracteur de toute amélioration, c'est la caste des agioteurs, des spéculateurs, des marchands d'écus, des joueurs de Bourse, c'est la *financierie* dont toutes les opérations ont pour résultat la ruine publique, c'est-à-dire l'écrasement du travailleur, la faillite du fabricant, la déconfiture du boutiquier, et la banqueroute de l'Etat.

(*Tablettes des Deux-Charentes.*)

Nouvelles étrangères.

NAPLES. — L'insurrection de Naples a été motivée, à ce qu'il semble, par la découverte d'une correspondance secrète entre le roi Ferdinand, l'Autriche et la Russie. Le peuple a commencé le mouvement, la garde nationale l'a secondé et soutenu vaillamment. La ligne, guidée par des officiers vendus au roi et au vieux système, fit feu sur le peuple et croisa la baïonnette sur la garde nationale. On fit des barricades, le feu dura onze heures de suite; enfin, par le plus grand des malheurs, le peuple eut le dessous. Le ministère fut renvoyé, un nouveau ministère royaliste substitué; la garde nationale est dissoute par ordre du roi, et l'ouverture des chambres ajournée d'un mois.

Les Calabrais, au nombre d'environ quarante mille, marchent sur Naples pour soutenir la cause du peuple.

Les morts sont innombrables; on parle de cinq mille hommes. Toutes les maisons de la rue de Tolède, des quais et des quartiers riches, ont été livrées au pillage, et les habitants de ces maisons massacrés en partie.

ROME, 17 mai. — Le ministère nommé le 1^{er} mai est déjà au moment de se dissoudre. Rome est menacée de voir se renouveler les scènes déplorables qui ont signalé les premiers jours de ce mois. On craint une effusion de sang.

Espagne

SÉVILLE. — Un grand nombre d'arrestations ont été faites à Séville: on cite au nombre des personnes arrêtées plusieurs officiers. Quant au duc de Montpensier il n'a trouvé rien de mieux que de se cacher au moment où une partie de la garnison proclamait la République et livrait combat aux troupes royalistes.

Variétés.

Travail agricole.

On s'occupe beaucoup de réformes sociales dans le but d'améliorer le sort des travailleurs. Pour bâtir un édifice, il faut commencer par la base. Or, le principe fondamental de toute société est le sol; c'est par le sol qu'il faut commencer.

On a voulu arriver par l'augmentation du salaire, sans s'inquiéter de savoir si cette augmentation n'est pas dangereuse dans son application. Elle l'est cependant; car, d'un côté, on donne, il est vrai, à l'ouvrier quelque argent de plus; mais, de l'autre, on le lui retire en augmentant le prix de l'alimentation.

On pourrait trouver déjà une amélioration en faisant disparaître toutes les impositions qui frappent indistinctement la classe des travailleurs, impositions qui portent toujours sur les choses de première nécessité.

Je reviens au sol: par droit de nature, c'est la propriété commune. Donc, chacun en travaillant doit vivre par lui. Cependant, puisque le droit de nature a fait place au privilège, et qu'il est fort dangereux de toucher à celui-ci, respectons-le, c'est-à-dire reconnaissons le droit du propriétaire. Il doit, toutefois, recevoir des modifications indispensables en rapport avec les besoins de la société, de manière à établir une juste balance entre l'ouvrier qui produit et le propriétaire qui profite du travail du producteur dans des proportions inégales, démesurées, toujours à son avantage.

Si nous reconnaissons le droit du propriétaire, il faut aussi qu'il reconnaisse celui du travailleur, qui seul, par son aptitude au développement de toutes les industries, concourt au bien-être de tous.

Pour cela, il faut mettre un frein à l'insatiabilité de ceux entre les mains desquels le sol se trouve réparti.

En conséquence, il serait peut-être utile de faire un nouveau recensement. On classerait ainsi toutes les terres et, d'après cette classification, on appliquerait l'impôt progressif. Il faudrait toujours, d'après les impositions, limiter le prix de location. Celui-ci subirait ainsi dans bien des cas une réduction sensible, surtout à l'égard des nouveaux locaux, et maintiendrait dans de justes bornes le prix des céréales.

On pourrait prendre pour point de départ de l'impôt progressif, la propriété au-dessus de 4 hectares. Jusqu'à ce chiffre, elle devra payer dans de faibles proportions. Car au delà de ce chiffre seulement est le superflu, et il n'y a que le superflu qui doit concourir aux charges de l'Etat.

Il faudrait aussi limiter la durée des baux à trente années au moins. Le cultivateur pourrait alors, avec sécurité pour ses intérêts, assainir et entretenir les terres. Il pourrait faire tous les sacrifices nécessaires à une bonne culture, et, comme il est dit dans les actes, *gérer en bon père de famille*. Le cultivateur à la fin de son bail, n'ayant plus de la part de son propriétaire à craindre cette rançon si usitée de nos jours, se livrera à un travail consciencieux, et fera rapporter à la terre tout ce qu'elle doit produire. — Au premier rang, devra figurer la production des bestiaux, si négligée en France. — Le travail sera de la sorte pour le cultivateur et les siens un moyen d'avenir, et toute la société y gagnera.

Le producteur, étant moins gêné par l'exagération du prix des baux, occuperait beaucoup plus de terre, pourrait les rétribuer beaucoup mieux. Par suite, il attacherait au travail de la culture beaucoup de personnes des deux sexes, qui viennent à Paris dans un âge peu avancé dans l'espoir d'y trouver une vie meilleure, une vie de débauche et d'oisiveté.

Pour me résumer, je demande que le gouvernement oblige par un décret les propriétaires à faire exécuter, à leurs frais et dans la proportion du tiers de leurs revenus, des travaux si ardemment souhaités par la plupart de leurs locataires. — Les travaux seraient arrêtés dans chaque localité par un conseil de cultivateurs, soumis pour la direction à un agent voyer.

Nous reviendrons sur cette question.

J. MACHET, meunier, à Chaumes.

Faits divers.

On annonce que, pour satisfaire aux demandes continues du commerce, le télégraphe électrique va être employé désormais aux besoins des intérêts particuliers. Un travail a été fait par ordre du ministre pour examiner les questions qui se rapportent à cette application, et ce travail servira, dit-on, de base au décret qui doit rendre prochainement, sur ce sujet, la commission exécutive.

— Une commission vient d'être nommée pour examiner la question de l'établissement, dans les grands centres de population, des réserves et des greniers d'abondance.

— On a reçu des nouvelles de Lisbonne à la date du 10 mai. On y craignait une révolution, et le bruit courait qu'il était question de former une nouvelle combinaison ministérielle dans laquelle figurerait M. Costa Cabral.

Pour le comité de rédaction, AUG. DECOU.

Paris, imprimerie de Cosson, rue du Four-Saint-Germain, 47.